

Communiqué de presse

Campagne contre l'homophobie à l'école ?

Au royaume des aveugles...

En décembre 2015, la campagne « L'homophobie n'a pas sa place à l'école » était initiée par le Ministère de l'Éducation nationale, succédant à celle qui relayait le dispositif Ligne Azur depuis 2009. Le Collectif Éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire avait alors pointé la frilosité de son lancement, et le peu de garantie et d'informations sur sa véritable mise en œuvre sur le terrain.

A l'heure où la campagne n'est toujours pas réactivée (alors que cela devait être fait chaque année), le Collectif a fait un recensement du relais de cette campagne sur les sites des rectorats, et des ressources que l'on peut trouver sur ces sites concernant les thématiques LGBT.

Le bilan est édifiant : 22 académies ou vice-rectorats ne mentionnent pas la campagne. Une part non négligeable ne fait même pas référence à la lutte contre les LGBTphobies ou à toute autre forme de discrimination. Force est de constater qu'il y a peu voire aucun relais institutionnel pour offrir une visibilité aux thématiques LGBT qui restent bien souvent un point aveugle dans la communication des académies. Bien peu de rectorats peuvent se prévaloir d'être « bon élève » à ce sujet.

Alors qu'on constate chez les jeunes LGBT l'impact fort des discriminations, des violences ou du harcèlement : taux élevé de suicide, dépression, déscolarisation, alors que les personnels comme les élèves peuvent être victimes, témoins, ou auteurs de ces actes et propos LGBTphobes, la responsabilité de l'institution est grande ! Le ministre refuse-t-il de voir la situation ? Qu'est-ce qui est fait pour sensibiliser élèves et personnels, pour donner des pistes et outils concrets afin de traiter ces questions ? Quasiment rien, sauf quand une équipe d'établissement s'en empare.

A quoi sert une campagne si elle reste au fond de la messagerie d'un recteur ? Qu'ont à faire les élèves et personnels LGBT, ainsi que tou-tes celles et ceux qui sont investi-es dans les établissements contre les LGBTphobies, de déclarations d'intention qui ne sont pas suivies d'effets ?

Au lieu de prendre le problème à bras-le-corps, JM Blanquer donne des gages à La Manif pour Tous et autres « vigi-gender » réactionnaires en fustigeant les ABCD de l'égalité supprimés il y a trois ans. Les leviers d'action existent, et le Collectif Éducation contre les LGBTphobies se propose de les rappeler au ministre ; mais pour le moment, ses demandes d'audience restent lettre morte !

Le Collectif réaffirme sa détermination à œuvrer à la prise en compte des thématiques LGBT en milieu scolaire et universitaire, et à mettre notre institution devant ses responsabilités.

La lutte contre les discriminations ne peut se payer seulement de mots.

Paris, le 6 février 2018